



# COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT

DES

CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS  
SUR LE

TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT

1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Telephone: (202) 458-0388



Washington, DC, 16 octobre 2020

1. Le Comité du développement s'est réuni virtuellement ce jour, 16 octobre 2020.
2. La pandémie de COVID-19 continue de ravager les pays : elle accable les systèmes de santé, perturbe la productivité, menace la sécurité alimentaire, multiplie les pertes d'emplois et fait baisser les revenus, particulièrement pour les plus vulnérables. Nous rendons hommage et apportons notre soutien aux travailleurs de première ligne qui s'emploient à lutter contre la pandémie, préserver l'activité économique et assurer la continuité des services essentiels. Cette crise mondiale exige de la communauté du développement une réponse exhaustive, robuste et d'envergure planétaire. Nous invitons par conséquent le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) à continuer de travailler avec les pays membres, les secteurs public et privé, les partenaires de développement locaux et bilatéraux et les organisations internationales, notamment l'ONU. Le Groupe de la Banque mondiale devrait renforcer sa riposte tout en maintenant résolument le cap sur le double objectif qui consiste à mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée de manière durable, ainsi que sur IDA-19 et les engagements de capitaux pris à ce titre, et en soutenant parallèlement les progrès vers la réalisation des ODD.
3. La pandémie est à l'origine de la plus forte contraction de l'économie mondiale depuis huit décennies : elle touche aussi bien les pays en développement que les économies émergentes et développées, accroît la pauvreté à l'échelle mondiale, exacerbe les inégalités et détériore les perspectives de croissance économique à long terme. Les confinements, les restrictions et les incertitudes persistantes qu'elle a générés ont entraîné l'effondrement des investissements, du commerce international et des envois de fonds de l'étranger, érodé les perspectives d'emploi et le capital humain, tenu les enfants loin des écoles, et mis sous pression les chaînes d'approvisionnement de produits alimentaires et de fournitures médicales. La crise humanitaire peut davantage exacerber la fragilité, les conflits et la violence, mais elle peut aussi intensifier les risques, notamment dans les petits États insulaires. La crise économique menace l'existence et les moyens de subsistance des populations vulnérables, à savoir les ménages dirigés par des femmes, les jeunes, les personnes âgées, les réfugiés et les déplacés. Elle accroît également les disparités entre les sexes et met en péril les gains durement acquis sur la voie du développement et les chances des filles et des enfants d'une manière générale.
4. Nous félicitons le Groupe de la Banque mondiale pour la célérité et l'ampleur de sa riposte à la COVID-19 dans tous les pays. En effet, le Groupe de la Banque est à la proue d'initiatives multilatérales centrées sur les secours, la restructuration et un redressement résilient. Nous notons avec satisfaction l'accent mis sur la santé, l'assistance sociale et l'économie, ainsi que sur des politiques, des institutions et des investissements qui seront déterminants pour une reprise résiliente, solidaire et durable.
5. Le Groupe de la Banque mondiale appuie les efforts déployés par les pays pour renforcer leurs systèmes de santé et devrait continuer à le faire. Nous réaffirmons l'importance d'un vaccin efficace contre la COVID-19, et nous nous réjouissons de l'enveloppe de 12 milliards de dollars de financements approuvée récemment au profit des pays IDA et BIRD pour soutenir l'achat et la distribution de vaccins. Nous exhortons le Groupe de la Banque à œuvrer à un accès équitable des pays en développement à des kits de test, des traitements et des vaccins abordables. Étant donné que la crise de COVID-19 continuera de présenter de nombreux défis sanitaires, économiques et sociaux pendant une longue période, nous préconisons l'intensification des interventions afin de bâtir des systèmes de santé robustes et accessibles à tous, ce qui permettrait de renforcer la préparation et la résilience aux futures pandémies. Dans ce contexte, les technologies numériques peuvent contribuer à assurer des consultations médicales vitales, la continuité des services d'enseignement et la survie des entreprises. Nous nous félicitons donc des opérations menées par le Groupe de la Banque mondiale pour développer la connectivité numérique tout en préservant la sécurité ainsi que la confidentialité des données, élargir l'accès aux services financiers numériques et favoriser la transformation numérique. Les

entreprises peuvent ainsi s'adapter à la crise, renforcer leur compétitivité, préserver les emplois et continuer à offrir des services essentiels, notamment en matière d'éducation, de santé, de protection sociale et d'accès aux financements.

6. Aux stades de restructuration et de relèvement de la riposte à la COVID-19, le Groupe de la Banque mondiale et le FMI devront aider les pays à se reconstruire en mieux, en privilégiant la promotion des pièces maîtresses d'un relèvement durable et sans exclusive, en assurant l'accès à l'énergie à coût abordable et la sécurité énergétique, et en relevant les défis liés aux vulnérabilités économiques et environnementales, dont le changement climatique. Nous attendons avec grand intérêt le prochain Plan d'action sur le changement climatique. Pour accélérer un redressement résilient centré sur les emplois et la transformation économique, nous invitons le Groupe de la Banque mondiale à fournir les connaissances, les conseils stratégiques et le soutien financier nécessaires pour aider les pays à renforcer les dispositifs de sécurité sociale et faciliter la circulation des capitaux et de la main-d'œuvre vers les secteurs qui seront productifs et viables dans l'ère post-pandémie, tout en apportant l'innovation voulue pour ouvrir le financement du commerce aux PME et relever les défis de l'informel. Nous prions instamment le Groupe de la Banque mondiale de soutenir la mobilisation et l'afflux de capitaux et de financements privés, à l'aide des produits innovants d'IFC et de la MIGA, en maintenant et en s'appuyant sur la stratégie 3.0 d'IFC pour créer des débouchés et promouvoir des investissements et des infrastructures de qualité à l'appui d'un redressement à grande échelle et d'un développement pérenne. En outre, nous soulignons l'importance d'accroître la mobilisation des ressources intérieures d'une manière qui favorise la justice, l'équité et une croissance solidaire, notamment en supprimant progressivement, lorsque possible, les subventions aux carburants et d'autres subventions et taxes qui créent des distorsions. Nous notons également l'importance d'une riposte immédiate dans les domaines de la santé publique, de la sécurité alimentaire et de l'éducation ; et nous appelons tous les pays à aider à assurer la disponibilité des fournitures médicales et des provisions alimentaires dont sont tributaires les pays en développement pour éviter le risque de sombrer dans la famine, la faim et une crise sanitaire de plus grande ampleur. Nous nous félicitons vivement du travail mené actuellement pour faire face aux risques qui planent sur l'égalité des sexes et aux effets sur la biodiversité qui sont exacerbés par la COVID-19. Nous rappelons que le Groupe de la Banque mondiale joue un rôle essentiel face aux principaux défis mondiaux, et que ce n'est qu'en reconstruisant en mieux et en plus solide que son double objectif et les ODD pourront être atteints.
7. Nous félicitons le Groupe de la Banque mondiale pour le travail exceptionnel qu'il a accompli au dernier trimestre de l'exercice 20, qui s'est traduit par des engagements de 45 milliards de dollars, dont 32 milliards de dollars de la BIRD et de l'IDA, 11 milliards de dollars d'IFC et 2 milliards de dollars de la MIGA ; des engagements consentis notamment via les mécanismes de financements accélérés de ces institutions en appui à des opérations menées dans plus de 100 pays. Nous accueillons favorablement la deuxième phase de la riposte d'IFC, qui comprendra la restructuration et la recapitalisation d'entreprises et d'institutions financières viables, ainsi que le soutien aux chaînes de valeur des soins de santé dans les économies émergentes et en développement. Nous nous félicitons par ailleurs de l'augmentation prévue des ressources d'IDA-19 pour l'exercice 21, qui seront portées à 35 milliards de dollars, en vue d'aider les pays à répondre à leurs besoins de développement à long terme. Le Groupe de la Banque mondiale devrait poursuivre ses efforts visant à apporter une réponse audacieuse et décisive de non moins de 160 milliards de dollars d'ici juin 2021. Compte tenu de la gravité de la crise et de ses effets probables à long terme, nous encourageons des discussions sur la capacité financière du Groupe de la Banque mondiale au-delà de l'exercice 21, afin de nous assurer qu'il continue de disposer de suffisamment de capitaux pour s'acquitter de son mandat. En outre, nous félicitons le FMI pour sa réponse rapide et efficace à la crise, consistant à fournir une aide d'environ 100 milliards de dollars à plus de 80 pays pendant la pandémie, principalement au moyen de mécanismes de financement d'urgence. Nous invitons le FMI à continuer de déployer tous les outils et ressources disponibles afin d'aider les membres à sortir durablement de la crise tout en bâtissant des économies plus résilientes et solidaires.
8. Nous sommes favorables à la prolongation de six mois de l'Initiative de suspension du service de la dette et à l'idée de déterminer, d'ici les Réunions de printemps 2021 du Groupe de la Banque mondiale et du FMI, si la situation économique et financière justifie une nouvelle prolongation de six mois assortie de dispositions ciblées complémentaires aux modalités de l'Initiative définies en avril 2020. Tous les créanciers bilatéraux publics devraient mettre en œuvre pleinement cette initiative dans une démarche transparente. Nous encourageons vivement les créanciers privés à y participer à des conditions comparables lorsque les pays éligibles le leur demandent. Grâce aux efforts des créanciers bilatéraux publics, l'Initiative crée la marge budgétaire tant voulue et accompagne les programmes de financement du Groupe de la Banque mondiale et du FMI en faveur des pays les plus pauvres. Nous encourageons les BMD à pousser plus loin le soutien collectif qu'elles prêtent à l'Initiative, notamment en apportant des flux positifs nets aux pays admis à bénéficier de l'Initiative pendant la période de suspension, y compris la durée de la prolongation,

tout en préservant leurs cotes de solvabilité actuelles et le faible coût de leurs financements. Nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale à examiner des propositions supplémentaires concernant le financement d'urgence en réponse à la COVID-19 dans les pays IDA lors de ses discussions avec les délégués à l'IDA. Nous prions le Groupe de la Banque mondiale et le FMI de continuer à soutenir la mise en œuvre de l'Initiative de suspension du service de la dette, notamment en communiquant des informations plus détaillées sur les nouvelles ressources nettes qu'ils mettent à la disposition de chaque pays admissible. Nous invitons par ailleurs les deux institutions à poursuivre les travaux engagés pour renforcer la qualité et la cohérence des données sur la dette et améliorer la communication de ces dernières. Face aux niveaux élevés des dettes publiques, à la contraction des économies et aux pressions financières grandissantes, nous sommes conscients qu'au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette, des traitements de la dette au cas par cas peuvent s'avérer nécessaires. Dans ce contexte, nous accueillons favorablement l'accord de principe du G20 sur un « cadre commun de traitement de la dette au-delà de l'Initiative de suspension du service de la dette », auquel souscrit par ailleurs le Club de Paris. Nous espérons que le cadre commun sera entériné par les membres, sous réserve de leurs procédures d'approbation internes respectives.

9. Nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale et le FMI à continuer d'examiner les défis liés à la dette des pays à faible revenu et à proposer des mesures pour remédier à leurs difficultés financières et à leur endettement, au cas par cas. Nous continuons par ailleurs de prier les deux institutions de se pencher sur les défis liés à la dette des pays à revenu intermédiaire et de réfléchir à des solutions sur mesure aux tensions budgétaires et au poids de la dette de ces pays, au cas par cas. Elles pourraient notamment fournir à ces derniers des ressources additionnelles en cette période difficile, dans le droit fil des engagements au titre du programme d'augmentation et de réforme du capital.
10. Nous prenons acte du rapport 2020 de l'examen de la répartition du capital présenté aux Gouverneurs et remercions les membres du Conseil des progrès accomplis à ce jour. Nous attendons avec intérêt la conclusion de cet examen tenant compte des orientations données durant la présente réunion. Nous remercions aussi le Conseil pour le travail accompli dans le cadre de l'examen en cours des droits de vote au sein de l'IDA et espérons que ces travaux s'achèveront d'ici les prochaines Assemblées annuelles de 2021.
11. Nous tenons à remercier M. Ken-Ofori-Atta, ministre des Finances du Ghana, pour sa conduite éclairée du Comité du développement durant ces deux dernières années, et Mme Yvonne Tsikata pour les services inestimables qu'elle a rendus au Comité ces quatre dernières années. Nous souhaitons la bienvenue à Mme Mia Amor Mottley, Première ministre et ministre des Finances de la Barbade, et à Mme Azucena Arbeleche, ministre de l'Économie et des Finances de l'Uruguay, qui ont été choisies pour assurer successivement la présidence du Comité, de novembre 2020 à octobre 2021 pour la première, puis de novembre 2021 à octobre 2022 pour la seconde. Nous saluons aussi l'arrivée de Mme Darietou Gaye au poste de Secrétaire exécutive du Comité du développement.
12. La prochaine réunion du Comité du développement est prévue le 10 avril 2021 à Washington.